



## **PDV : EN ROUTE VERS LA PRIVATISATION**

Après plusieurs semaines de réunions à marche forcée, la procédure d'information-consultation du Comité Social et Economique (CSE) sur le plan de départs volontaires (PDV) a pris fin ce 27 mai.

L'ensemble des 19 élus du CSE a rejeté ce plan en votant 3 avis :

- sur le volet social du plan de transformation "Livre I"
- sur les incidences éventuelles du projet, en matière de santé, sécurité et conditions de travail
- sur le volet économique et organisationnel "Livre II".

### **POURQUOI NOUS REJETONS CE PLAN**

*"L'AFP devra montrer que son plan de transformation la remet sur de bons rails au point qu'un investisseur privé pourrait en théorie être intéressé de monter à son capital"* - Fabrice Fries

Outre le fait que la CGT n'a pas signé et ne signera jamais un plan de suppression de postes, nous considérons que celui-ci est une première étape vers la privatisation et la fin du statut protégeant notre indépendance rédactionnelle et économique. Ce plan contient tous les indices d'une transformation destructrice pour l'accomplissement des missions de l'agence, préfigure son devenir et pourrait s'avérer fatidique : travailler plus avec moins c'est, de fait, désertier le terrain et des zones géographiques qui dorénavant n'existeront plus -ou si peu- au risque de déroger à nos obligations fondamentales. C'est aussi le péril de délaissier des volets entiers de l'information. Sans oublier les menaces d'externalisation de certains métiers qui n'auront pour seule fonction que d'affaiblir un peu plus notre indépendance.

Depuis son parachutage à l'AFP il y a un an presque jour pour jour en provenance du groupe Publicis, le PDG Fries, bien à l'aise dans l'antienne néolibérale à la mode, a lancé une opération dont le ressort consiste à s'attaquer à la masse salariale, traditionnelle variable d'ajustement des gestionnaires. La casse du statut suivra ensuite.

L'annonce d'un plan de réductions des effectifs était ainsi lancée lors du CA du 4 octobre 2018, avec proposition d'incitation aux départs volontaires non contraints touchant principalement les salariés retraitables : 160 départs (toutes catégories et essentiellement de statut siège), et 35 embauches (principalement pour la vidéo).

(...)

La CGT toutes catégories avait dénoncé les risques que faisaient courir les projets de Fabrice Fries dès le 8 octobre dans un premier communiqué "PLAN FRIES : UN PROJET IRRECEVABLE POUR LA CGT" souligné par un second daté du 28 janvier "PLAN FRIES : RÉDUCTION DES EFFECTIFS ET ABSENCE DE STRATÉGIE ».

Le plan Fries est inutilement couteux : 17 millions d'euros souscrits par l'Etat dont 13 millions pour faire partir des salariés ET supprimer des postes dans la foulée.

Pour la CGT, ces fonds seraient nettement plus utiles pour développer l'agence, faire face à la concurrence, moderniser son outil, recruter des salariés -dont des journalistes- pour être mieux encore un outil majeur dans la lutte pour une information rapide, certifiée, rigoureuse, multilingue et multimédias dans le cadre de son statut fondateur, gage de qualité de l'information. Notamment dans une période où les infox polluent les champs médiatiques et où les dérives déontologiques ne font plus peur à personne.

Ces négociations ont montré que ce plan de suppressions de postes ne représente que 1% du chiffre d'affaires. Tout ça pour ça !

Le projet rédactionnel de la Direction repose sur du sable et comme d'habitude, est élaboré sur du court terme. Le tout vidéo est absurde et antinomique du vrai développement de l'agence : le texte représente 47,5% du chiffre d'affaire, la photo 27,3% (budget 2018) et pourtant la direction supprime des postes dans ces services.

De plus, bafouant de façon arbitraire et discriminatoire la loi, et tous les droits énoncés dans celle-ci, la direction a volontairement exclu les pigistes (présumés être en CDI) de ce plan.

#### MELANGE DES GENRES : LE RETOUR

Ce "Plan de Transformation", conçu sans réflexion éditoriale sinon celle de vouloir impulser la mutualisation des tâches et semer la confusion dans les choix de couverture fait peser de graves incertitudes et dégradations de la Mission d'Intérêt Général (MIG) comme sur les conditions de travail.

Suivant son anthem libéral, visiblement la direction et la hiérarchie rédactionnelle ne s'offusquent plus de rien comme, par exemple, l'affaire de l'interview et les photos de footballeurs sur des bases publicitaires qui ont choqués la rédaction, dérives contraires au statut et portant un coup grave aux principes professionnels. C'est le retour du mélange des genres entre impératifs rédactionnels et commerciaux (AFP Services).

A présent, et faute d'une validation de la part des syndicats de l'agence, ce plan social va désormais être étudié de près par la Direction régionale du Travail (Direccte). Nous attendons son retour.

Pour sa part, la CGT toutes catégories restera vigilante quant à son application et nous comptons sur chaque salarié pour nous faire remonter toute information concernant une dégradation de ses conditions de travail et/ou toute dérive due à sa mise en œuvre.

CGT toutes catégories

Paris, le 3 juin 2019